

Communiqué des sections académique et départementale
du SNES-FSU Versailles et du SNES-FSU Yvelines

**Violence policière au lycée Jules Ferry
à Conflans-Sainte-Honorine :
l'escalade irresponsable d'un gouvernement aux abois**

Alerté dès midi par les personnels du lycée par l'intermédiaire de sa section d'établissement, le SNES-FSU a découvert avec colère et effroi les images d'élèves violentés par des forces de l'ordre devant le lycée Jules Ferry, à Conflans-Sainte-Honorine dans les Yvelines, le jeudi 6 avril. Une violence inouïe a été exercée sur les élèves. Des élèves ont reçu des gaz lacrymogènes à bout portant, un lycéen a été violemment plaqué au sol, menotté et emmené au commissariat. Pour éloigner les élèves du lieu de l'interpellation, les forces de l'ordre ont tourné leur LBD vers la tête des élèves.

Le SNES-FSU dénonce cet usage disproportionné de la force, indigne et inacceptable. Que devient notre démocratie quand une de ses libertés fondamentales, celle de manifester librement et en sécurité, est ainsi piétinée ? Quelle est cette société où la jeunesse qui se mobilise pour son avenir est vue comme un ennemi à faire taire par tous les moyens y compris les plus violents ?

Justice et transparence

Le SNES-FSU exige que la lumière soit faite dans les plus brefs délais sur la chaîne de commandement et de responsabilités au sein des forces de l'ordre qui a conduit à de tels agissements. Les conséquences devront en être tirées rapidement.

Le SNES-FSU apporte tout son soutien à la communauté éducative du lycée Jules Ferry, sous le choc après cet épisode, notamment les personnels présents jeudi matin devant l'établissement. Il appelle les personnels à se tenir aux côtés des lycéens, notamment en leur permettant de faire valoir leurs droits pour faire vivre la démocratie lycéenne (tenir des réunions à l'intérieur des établissements par exemple) tout en respectant l'indépendance du mouvement lycéen.

Sortir de la crise : le retrait de la réforme

Depuis le passage en force du gouvernement par le 49.3, la gestion policière des manifestations contre le projet de loi sur les retraites a profondément changé. Le gouvernement, fragilisé et fébrile, use de la répression et de la force en arrêtant et en plaçant abusivement de nombreuses personnes en garde à vue. La violence contre les manifestant·es est révélatrice de la volonté du pouvoir de décrédibiliser et criminaliser le mouvement social. Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle : dans les actes comme dans les paroles, le président de la République use et abuse de provocations et continue ainsi de souffler sur les braises de la crise démocratique et sociale. Son attitude irresponsable a nourri une immense colère. Le SNES-FSU, comme l'ensemble des organisations syndicales, réaffirme son exigence de retrait de la réforme des retraites, seule solution de sagesse et de responsabilité pour sortir de la crise actuelle.

Le 8 avril 2023